CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.526/4
du 18 octobre 2023

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à Paradigm'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.526/4
van 18 oktober 2023

over

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'betreffende Paradigm'

#LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ#

Le 21 septembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'relatif à Paradigm'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 octobre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 octobre 2023.

*

Op 21 september 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met werk en beroepsopleiding, digitalisering en de plaatselijke besturen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende Paradigm'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 oktober 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 oktober 2023.

*

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE

1. L'article 2, 4°, c), de l'avant-projet vise

> « les communes, les centres publics d'action sociale, les associations visées au[x] chapitre[s] XII et XII*bis* de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ».

L'article 10, §§ 1er et 2, de l'avant-projet prévoit :

> « § 1er. Sans préjudice de l'article 8, toute autre autorité publique, visée a l'article 2, 4°, peut solliciter l'expertise et l'accompagnement de Paradigm dans la mise en place, l'amélioration, la préservation, la modification de sa stratégie numérique propre.
>
> § 2. Sous réserve de l'accord de leurs organes respectifs, les institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et les services qui en dépendent ainsi que toute association, personne de droit privé subventionnée par les autorités précitées peuvent solliciter l'expertise et l'accompagnement de Paradigm dans la mise en place, l'amélioration, la préservation, la modification de leur stratégie numérique propre ».

2. En ce qui concerne l'inclusion dans le champ d'application du dispositif en projet des centres publics d'action sociale et des associations visées aux chapitres XII et XII*bis* de la loi du 8 juillet 1976 'organique des centres publics d'action sociale', il y a lieu de rappeler que dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, « les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale » visées à l'article 5, § 1er, II, 2°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles' relèvent de la compétence de la Commission communautaire commune, conformément aux articles 128 et 135 de la Constitution et aux articles 60, alinéa 4, et 63, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'. Hormis les exceptions formulées au profit de l'autorité fédérale par l'article 5, § 1er, II, 2°, a) à d), de la loi spéciale du 8 aout 1980, c'est la matière de la politique de l'aide sociale dans son ensemble qui est confiée aux Communautés [1].

‡ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Dans son avis 21.990/VR donné le 18 décembre 1992 sur une proposition devenue la spéciale du 16 juillet 1993 'visant à achever la structure fédérale de l'État' (*Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 558/2, p. 2), le Conseil d'État relevait que « [l]'article 1er tend à attribuer aux Communautés une plus large compétence en ce qui concerne la politique en matière d'aide sociale. Ainsi donc, les 'règles organiques des centres publics d'aide sociale' (article 5, § 1er, II, 2, a), de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles) ne sont plus soustraites de manière générale à la compétence des Communautés, mais la compétence qui reste réservée en la matière à l'autorité fédérale est limitée à quatre aspects partiels, limitativement définis, de la politique de l'aide sociale. De ce fait, notamment la composition

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

La compétence de la Commission communautaire commune en la matière inclut celle d'arrêter les règles de fonctionnement, en ce compris la stratégie numérique, des centres publics d'action sociale ainsi que des associations dites « chapitre XII » et « chapitre XII*bis* » auxquelles ceux-ci peuvent prendre part.

La Région de Bruxelles-Capitale n'est dès lors pas compétente pour inclure les centres publics d'action sociale et les associations « chapitre XII » et « chapitre XII*bis* » dans le champ d'application de l'ordonnance en projet.

3. Dans son avis 28.221/2 donné le 7 octobre 1998 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 20 mai 1999 'portant sur la réorganisation du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise' qui insère un article 27 dans la loi du 21 aout 1987 'modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise', la section de législation observait ce qui suit :

> « L'avant-projet tend, notamment, à charger le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise de toute mission
>
> 'de développement et d'assistance informatique, télématique et cartographique'
>
> à l'égard non seulement des communes, des services dépendant du Gouvernement et du Conseil de la région de Bruxelles-capitale et des cabinets ministériels de ce Gouvernement, mais également à l'égard, 'sous réserve de leur accord', des commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
>
> En vertu de l'article 9 de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, rendu applicable à la Région de Bruxelles-capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, la Région ne peut créer, par ordonnance, des services décentralisés, des établissements ou des entreprises que dans les limites de sa compétence.
>
> Par ailleurs, l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée prévoit que la Région de Bruxelles-capitale peut confier l'exercice d'attributions de l'agglomération bruxelloise aux organismes d'intérêt public qu'elle crée ou désigne.
>
> En l'occurrence, l'article 4, § 2*ter*, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes dispose que
>
> 'l'agglomération bruxelloise règle...l'informatique des communes'.
>
> Il peut être déduit de ces dispositions que la Région peut charger, par ordonnance, le Centre de missions dans le domaine de l'informatique, à l'égard des communes, des services du Gouvernement et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que des organismes qui dépendent de ces autorités ou que ces dernières subsidient dans le cadre de leurs compétences.
>
> Par contre, la Région n'est nullement compétente pour confier au Centre les mêmes missions au profit d'institutions, telles que les commissions communautaires française, flamande et commune, à l'égard desquelles elle n'exerce aucune compétence » [2].

et le fonctionnement du conseil de l'aide sociale, le personnel, la gestion, le financement et la tutelle administrative des centres publics d'aide sociale relèveront de la compétence des Communautés ».

[2] *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 1998-1999, n° A-319/1, pp. 21 à 23.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

En l'espèce, l'article 10, § 2, de l'avant-projet appelle une observation analogue. La consultation de Paradigm – soit un organisme de droit public régional –, par les institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, par les services qui en dépendent, ainsi que par toute association et personne de droit privé subventionnée par les autorités précitées, ne peut être réglée que par le biais d'un mécanisme de coopération au sens des articles 92*bis* et 92*bis*/1 de la loi spéciale du 8 aout 1980.

Le commentaire de l'article 10 justifie le champ d'application de cette disposition en invoquant les explications données dans les travaux préparatoires de l'ordonnance du 20 mai 1999 qui précisent :

> « Cependant, le Conseil d'État relevait l'incompétence de la région pour confier au Centre les mêmes missions au profit des institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises.
>
> L'avant-projet d'ordonnance prévoit l'intervention du centre sous réserve de l'accord préalables desdites institutions.
>
> Cette intervention du Centre en faveur de ces institutions ne peut être réglée qu'au moyen d'un accord de coopération telle que prévu par l'article 42 de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises.
>
> C'est bien ce que vise le texte du projet d'ordonnance par l'emploi de la clause 'sous réserve de l'accord de leurs organes respectifs' » [3].

Cependant, il n'appartient pas à la Région de Bruxelles-Capitale de paraphraser les articles 92*bis* et 92*bis*/1 de la loi spéciale du 8 aout 1980 en précisant dans l'avant-projet que les institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 et, par voie de conséquence, les services qui en dépendent, ainsi que toute association et personne de droit privé subventionnée par ces autorités, peuvent recourir à Paradigm « [s]ous réserve de l'accord de leurs organes respectifs ».

La notion d'« accord » ici évoquée fait référence à l'instrument de l'accord de coopération au sens de l'article 92*bis* de la loi spéciale du 8 aout 1980, et pas spécifiquement à l'instrument de la norme conjointe au sens de l'article 92*bis*/1, de la loi spéciale du 8 aout 1980. Par ailleurs, l'accord de coopération et la norme conjointe constituent des instruments de coopération auxquels la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française peuvent recourir, mais non la Vlaamse Gemeenschapscommissie [4].

Il résulte des considérations qui précèdent que l'article 10, § 2, doit être omis.

[3] *Ibidem,* p. 15.

[4] Voir notamment l'avis 71.848/VR donné le 19 octobre 2022 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 20 avril 2023 'portant assentiment à l'accord de coopération du 30 novembre 2022 entre, d'une part, la Région wallonne et, d'autre part, l'État Fédéral ainsi que les autres entités fédérées de la Belgique visant à instaurer un mécanisme de filtrage des investissements directs étrangers', *Doc. parl.*, Parl. w., 2022-2023, n° 1178/1, pp. 97 à 108.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

4. Le commentaire de l'article 10 évoque l'extension des services de Paradigm aux zones de police pluricommunales dans les termes suivants :

« En ce qui concerne plus particulièrement la question des zones de police pluricommunales, l'insertion de ces Autorités publiques parmi les autorités susceptibles de pouvoir recourir aux services de Paradigm s'inscrit dans la droite ligne des réflexions qui ont mené à l'adoption de l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale.

En effet, dès lors que les institutions des zones de police de de la Région de Bruxelles-Capitale se confondent en partie avec les institutions locales de la Région de Bruxelles-Capitale […], les zones de police pluricommunales ont donc vocation à participer l'écosystème numérique bruxellois. À ce titre donc, les zones de police pluricommunales peuvent solliciter également l'expertise de Paradigm, comme pouvait déjà le faire une zone de police 'unicommunale' (en raison du fait que ses organes se confondent avec les organes de la commune concernée).

L'insertion des zones de police pluricommunales ne porte en aucun cas préjudice aux missions des zones de police dans le cadre de leurs missions et de leurs compétences octroyées par ou en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. Les zones de police (uni ou pluricommunales) restent soumises au pouvoir fédéral pour l'exercice de ces prérogatives, mais en tant qu'Autorités publiques implantées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et susceptibles d'interférer avec et dans l'écosystème numérique bruxellois, ces zones de police doivent pouvoir recourir aux services de Paradigm pour leur permettre également de pouvoir bénéficier de l'expertise technique de Paradigm pour les questions numériques propres à l'écosystème numérique bruxellois et aux interactions entre les systèmes d'information de ces zones de police et les autres Autorités publiques présentes sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cependant, les dispositions du présent texte ne peuvent pas avoir pour conséquence d'empêcher les missions dévolues aux zones de police en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ».

Interrogé sur la disposition qui, dans l'avant-projet, permettrait de viser les zones de police pluricommunales, le délégué du Ministre explique ce qui suit :

« Comme mentionné dans le commentaire de l'article 10, la référence dans ce commentaire aux zones de police pluricommunales est formulée en lien avec la définition d'autorité publique visée à l'article 2, 4°, sous l'angle des institutions locales de la Région de Bruxelles-Capitale, qui sont notamment visées au point c) de cette disposition.

En effet, l'article 10 concerne toute autre autorité publique visée dans l'article 2, 4°, sans préjudice de l'application de l'article 8.

Le commentaire de l'article 10 précise à cet égard que l'inclusion des zones de police pluricommunales dans le projet s'inscrit dans la droite ligne des réflexions qui ont mené à l'adoption de l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale. L'auteur du projet renvoie à cet égard aux considérations reprises dans l'exposé des motifs du projet d'ordonnance organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale (*Doc.*, Parl. R. Bxl, session 2000-2001, A-195/1, pp. 2-3), exposant la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale à l'égard des zones de police pluricommunales notamment dans les termes et limites suivantes : 'Sur la base de l'article 7, premier alinéa, b, de la loi spéciale du 8 aout 1980, la loi susmentionnée du

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

7 décembre 1998 crée une tutelle spécifique sur les actes relatifs à la police, adoptés par les autorités communales ou par les autorités prévues par cette loi, à savoir le conseil de police et le collège de police. […] Sur la base de l'article 7 de la loi spéciale précitée, la Région reste compétente pour organiser et exercer la tutelle administrative ordinaire sur les actes qui ne tombent pas sous la tutelle spécifique, afin d'empêcher que la loi ne soit violée ou que l'intérêt général ne soit blessé. Pour ce qui est des actes qui tombent sous la tutelle spécifique, la Région reste, dans le cadre de la tutelle administrative ordinaire, compétente pour empêcher que d'autres lois ne soient violées ou que des aspects de l'intérêt général, autres que ceux pour lesquels la tutelle spécifique précitée a été instaurée, ne soient blessés' [5].

L'auteur du projet rappelle, comme mentionné dans le commentaire de l'article 10, que l'insertion des zones de police pluricommunales ne porte en aucun cas préjudice aux missions des zones de police dans le cadre de leurs missions et de leurs compétences octroyées par ou en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. Les zones de police (uni ou pluricommunales) restent soumises au pouvoir fédéral pour l'exercice de ces prérogatives, mais en tant qu'Autorités publiques implantées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et susceptibles d'interférer avec et dans l'écosystème numérique bruxellois, ces zones de police doivent pouvoir recourir aux services de Paradigm pour leur permettre également de pouvoir bénéficier de l'expertise technique de Paradigm pour les questions numériques propres à l'écosystème numérique bruxellois et aux interactions entre les systèmes d'information de ces zones de police et les autres Autorités publiques présentes sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Cependant, les dispositions du présent texte ne peuvent pas avoir pour conséquence d'empêcher les missions dévolues aux zones de police en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ».

Contrairement à ce qui ressort de ces éléments d'explication, la compétence d'exercer sur les zones de police un contrôle de tutelle relevant de la tutelle administrative ordinaire au sens de l'article 7, § 1er, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980, ne confère pas à la Région de Bruxelles-Capitale la compétence matérielle de régler l'organisation des zones de police. Conformément à l'article 184 de la Constitution et à l'article 6, § 1er, VIII, 1°, alinéa 1er, 4ème tiret, de la loi spéciale du 8 aout 1980, c'est au législateur fédéral qu'il appartient de régler l'organisation du service de police intégré, structuré à deux niveaux, et, par voie de conséquence, de régler le fonctionnement des zones de police monocommunales et pluricommunales.

L'affirmation du commentaire de l'article 10 selon laquelle « Paradigm doit devenir l'interlocuteur incontournable sur le territoire de la Région pour tout ce qui concerne les commandes publiques numériques des autorités publiques de la Région affectant ou susceptibles d'affecter l'écosystème numérique bruxellois », ne peut valoir, en l'absence d'un recours aux mécanismes de coopération prévus par la loi spéciale du 8 aout 1980, que pour ce qui concerne les autorités publiques qui relèvent des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

[5] Il résulte en effet de l'avis 25.265/2 donné le 20 janvier 1997 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 14 mai 1998 'organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 1998-1999, n° A-179/1, pp. 22 à 35) et de l'avis 30.508/VR donné le 16 novembre 2000 sur une proposition d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2000-2001, n° A-161/2) que, dans le cadre de l'organisation de la tutelle, les zones de polices pluricommunales sont considérées comme des « institutions communales » englobées par le terme « commune » utilisé à l'article 7 de la loi spéciale du 8 aout 1980.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

5. Le dispositif ainsi que l'exposé des motifs et le commentaire des articles seront revus à la lumière des observations qui précèdent.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'objectif de l'article 3 de l'avant-projet est d'officialiser le changement de dénomination du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise en « Paradigm ». Il s'agit de moderniser cet organisme d'intérêt public de type A sans cependant modifier l'existence de celui-ci. L'exposé des motifs précise que « [c]ette transformation est réalisée en continuité avec la personnalité juridique existante du [Centre d'informatique pour la Région bruxelloise] et de ses engagements ». L'avant-projet vise, selon le commentaire de l'article 5, « à 'instituer' sans discontinuité l'ancien [Centre d'informatique pour la Région bruxelloise] en Paradigm ». Le commentaire de l'article 15 précise que les articles 3 et suivants de l'ordonnance en projet deviennent le nouveau fondement des compétences et du fonctionnement de Paradigm sans que cela porte atteinte à la continuité des prestations du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise par Paradigm. Enfin, le commentaire de l'article 16 énonce la volonté d'assurer la continuité des prestations entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et Paradigm à la suite de son changement de nom. Il est précisé qu'il n'y a aucun changement de personnalité juridique entre ces deux institutions, dès lors qu'il s'agit de la même personnalité juridique.

Le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise a été créé par l'article 27 de la loi du 21 aout 1987. L'article 15 de l'avant-projet abroge cependant cette disposition dans son entièreté. Ce faisant, l'avant-projet abroge notamment le paragraphe 1er de cet article qui consacre la création de l'organisme d'intérêt public qu'est le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise.

L'article 3 revient dès lors à renommer un organisme qui est parallèlement abrogé en son principe.

Il est vrai que l'article 11, § 1er, de l'avant-projet précise :

« Paradigm jouit de la personnalité juridique.

Paradigm est soumis à l'autorité hiérarchique du Ministre dont il relève ; à ce ministre sont confiés les pouvoirs de gestion ».

Il est vrai également que l'article 16 de l'avant-projet précise :

« À l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, Paradigm assure sans interruption de la continuité de sa personnalité juridique, les missions du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise.

L'ensemble des engagements pris au nom du 'Centre d'informatique pour la Région bruxelloise' sont intégralement repris, au jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, par 'Paradigm'.

Dans la liste des organismes de catégorie A contenue à l'article 1er, Catégorie A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots 'Centre d'informatique pour la Région bruxelloise' sont remplacés par les mots 'Paradigm' ».

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Cependant, ces dispositions ne consacrent pas, en tant que tel, le principe de la création de l'organisme d'intérêt public devenu Paradigm, en continuité avec ce qui est actuellement prévu par l'article 27 de la loi du 21 aout 1987. Au contraire, elles laissent à penser qu'un nouvel organisme serait créé qui succéderait au Centre d'informatique pour la Région bruxelloise.

Compte tenu de la volonté de l'auteur de l'avant-projet de garantir la continuité de la personnalité juridique de l'organisme d'intérêt public concerné, il est suggéré, afin de concrétiser au mieux cette intention, de ne pas abroger la disposition qui consacre le principe de la création de cet organisme. Ceci implique de revoir l'article 15 de l'avant-projet de manière à ce que celui-ci prévoie :

– le remplacement, dans l'article 27, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 21 aout 1987, des mots « Centre d'informatique pour la Région bruxelloise » par le mot « Paradigm » ;

– l'abrogation, dans l'article 27, § 1er, de la loi du 21 aout 1987, d'une part, à l'alinéa 1er, des mots « qui, pour le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, peut être chargé de toute mission de développement et d'assistance informatique, télématique et cartographique à l'égard des communes et centres publics d'aide sociale, des intercommunales composées uniquement de communes bruxelloises, des services dépendant du Gouvernement et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, des organismes d'intérêt public de la Région, des cabinets des Ministres et Secrétaires d'État du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et sous réserve de l'accord de leurs organes respectifs, des institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises et des services qui en dépendent, ainsi que de toute personne de droit privé subventionné par les autorités précitées » et, d'autre part, des alinéas 2 à 5 ;

– le remplacement, dans l'article 27, § 2, première phrase, de la loi du 21 aout 1987, des mots « le Centre » par le mot « Paradigm » et l'abrogation de la seconde phrase de cette disposition ;

– l'abrogation de l'article 27, §§ 3 à 8, de la loi du 21 aout 1987.

En conséquence du maintien de l'article 27, § 2, première phrase, de la loi du 21 aout 1987, l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de l'avant-projet sera omis.

Par ailleurs, un simple changement de nom d'un organisme d'intérêt public ne nécessite pas l'organisation de la continuité de la personnalité juridique de l'organisme d'intérêt public concerné, ni la reprise de ses engagements. L'article 16 de l'avant-projet sera revu afin d'être simplifié.

2. Tant l'article 5, alinéa 1er, 4°, que l'article 8, § 2, 5°, de l'avant-projet chargent Paradigm, notamment, de la mise en œuvre, de l'intégration, de l'accompagnement et de la gestion des « compétences relatives au numérique » des autorités publiques concernées.

Or, la notion de « compétences relatives au numérique » est définie très largement par l'article 2, 8°, de l'avant-projet puisqu'elle vise « l'ensemble des capacités (organisationnelles, humaines, matérielles et immatérielles) liées au numérique ».

#LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ#

La question se pose donc de savoir ce qu'impliquerait concrètement, pour Paradigm, la mise en œuvre, l'intégration, la gestion et l'accompagnement des capacités humaines liées au numérique. Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre explique ce qui suit :

> « La volonté de ces dispositions est de confier à Paradigm une mission d'accompagnement des moyens humains dédiés au numérique. Concrètement, cela vise notamment l'accompagnement sous forme de consultance, incluant l'accompagnement de l'inclusion numérique ou encore la formation des moyens humains aux outils numériques. Paradigm pourrait ainsi organiser des formations au bénéfice des responsables informatiques des autorités publiques bruxelloises sur des nouvelles réglementations qui entreront en vigueur ».

Le dispositif sera dès lors revu afin de limiter la mission de Paradigm, en ce qui concerne les moyens humains liés au numérique, à une mission d'accompagnement.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

1. Il manque l'introduction de la définition de ce qui semble correspondre au 4° (portant selon toute vraisemblance sur la notion d'« Autorité publique »). Le dispositif sera complété sur ce point.

2. Le commentaire de l'article précise que la définition des « Autorités publiques » au 4°, d), ne concerne « que les autorités publiques qui ont été créées par ordonnance ». Cet élément ne résulte cependant pas de la définition donnée au 4°, d), qui vise « les personnes, quelle que soit leur forme et leur nature » qui répondent aux trois conditions cumulatives qu'il énonce.

L'auteur de l'avant-projet veillera à assurer la cohérence du dispositif avec l'intention poursuivie, en ayant égard à l'existence éventuelle d'autorités publiques de compétence régionale, qui entreraient dans le champ d'application de l'avant-projet et qui devraient leur création à une « loi ».

3. En ce qui concerne le 9°, qui définit la notion de « commande publique numérique mutualisable », ce terme n'est utilisé qu'une fois, à l'article 13, § 2, de l'avant-projet. Les autres dispositions de l'avant-projet utilisent la notion de « commande publique numérique » (articles 8 et 13). Du reste, la définition qui est donnée ne définit pas la notion de « mutualisable ». C'est le 10° qui y procède. La question se pose donc de savoir s'il ne conviendrait pas de revoir le 9° afin d'y définir uniquement la notion de « commande publique numérique », la notion de « commande publique numérique mutualisable » se trouvant alors définie par une lecture combinée des 9° et 10°.

4. Aux 10° et 11°, les mots « peut désigner » seront remplacés par le mot « désigne ».

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

5. En ce qui concerne le 11°, il convient de supprimer les mots « (réseau et) ». Outre qu'il est déconseillé d'utiliser des parenthèses lors de la rédaction d'un acte de nature législative afin de ne pas créer d'incertitude quant à la portée des termes figurant entre parenthèses [6], la suite du dispositif se réfère exclusivement à la notion de « système d'informations », de sorte que seule cette appellation doit être retenue.

Article 5

1. La question se pose de savoir si l'article 5 a pour finalité de délimiter ce qu'implique la mission générale de l'article 4 (préparation, gestion et implémentation de la stratégie numérique de la Région en veillant à l'accessibilité des usagers) ou si l'article 4 a une portée plus large dont l'article 5 ne règlerait qu'un aspect.

Interrogé sur la portée de l'article 5 au regard de l'article 4, le délégué du Ministre explique ce qui suit :

> « L'article 5 est destiné à préciser des tâches plus précises confiées à Paradigm dans le cadre de la mission plus large qui lui est confiée par l'article 4.
>
> L'article 4 a donc une portée plus large dont l'article 5 ne précise que certains aspects.
>
> L'auteur est ouvert, le cas échéant si Votre estimé Conseil l'estime opportun, à préciser les interactions entre l'article 4 et l'article 5 dans les travaux préparatoires et à clarifier le texte de l'article 6 à cet égard ».

Cette précision figurera utilement dans le commentaire de l'article.

2. En ce qui concerne l'alinéa 1er, 1°, interrogé sur la portée de la disposition en ce qu'elle prévoit que Paradigm « assure » les « missions réglementaires » du numérique au niveau régional et si l'intention est de confier un quelconque pouvoir réglementaire à Paradigm, le délégué du Ministre explique ce qui suit :

> « La volonté de l'avant-projet n'est pas de confier un pouvoir réglementaire à Paradigm ni aucun monopole d'initiative réglementaire. La tâche confiée à Paradigm par l'article 5, alinéa 1er, 1°, ne porte dès lors pas préjudice au pouvoir réglementaire du Gouvernement.
>
> La disposition ici visée confie à Paradigm la possibilité d'assister le Gouvernement en encadrant, préparant, participant aux missions réglementaires et stratégiques du numérique au niveau régional. Il s'agit d'une tâche d'assistance du Gouvernement et de mise en œuvre de ses décisions en la matière. Ainsi, par exemple, Paradigm pourrait se voir confier, par le Gouvernement à travers le Ministre dont il relève de préparer une transposition d'une directive européenne en droit régional. Le Gouvernement restera compétent pour l'adopter ».

Cette précision figurera dans le commentaire de l'article.

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

3. Le principe de légalité qui découle de l'article 9 de la loi spéciale du 8 aout 1980 impose au législateur de définir lui-même, à tout le moins, les règles de base permettant de définir les compétences de l'organisme d'intérêt public [7]. Dans le respect de ce principe, en ce qui concerne l'alinéa 1er, 2°, il convient de définir ce qu'il y a lieu d'entendre par « gouvernance numérique » et « gouvernance de la donnée ».

4. L'alinéa 1er, 3°, prévoit que Paradigm « propose » au gouvernement les standards, directives et normes intégrées dans l'écosystème numérique bruxellois.

Interrogé sur la portée que l'auteur de l'avant-projet entend donner à cette disposition, le délégué du Ministre explique ce qui suit :

> « La volonté de l'avant-projet n'est pas de confier un pouvoir réglementaire à Paradigm ni un monopole d'initiative réglementaire. La tâche confiée à Paradigm par l'article 5, alinéa 1er, 3°, ne porte dès lors pas préjudice au pouvoir réglementaire du Gouvernement.
>
> La disposition, ici visée, confie à Paradigm la possibilité de porter à la connaissance du Gouvernement des propositions de standards, directives et normes à intégrer dans l'écosystème numérique bruxellois ».

Cette précision figurera utilement dans le commentaire de l'article.

5. L'alinéa 2 précise :

> « Sans préjudice aux autres missions confiées à Paradigm, il exécute les décisions et les missions adoptées par le Gouvernement relatives aux tâches des points 1° à 5° ».

La question se pose de savoir si cette disposition doit se comprendre comme encadrant la mise en œuvre de l'alinéa 1er, de telle sorte que Paradigm ne peut exécuter les tâches visées aux 1° à 5° que moyennant l'adoption d'une décision ou d'une mission par le Gouvernement conformément à l'alinéa 2, ou bien si les alinéas 1er et 2 visent deux hypothèses différentes.

Interrogé sur la portée de l'alinéa 2 (notamment son articulation avec l'alinéa 1er), le délégué du Ministre précise ce qui suit :

> « L'alinéa 1er de l'article 5 contient un détail des tâches confiées par le projet d'ordonnance à Paradigm, détaillant plus avant la mission générale prévue à l'article 4.
>
> Les tâches qui y sont inscrites sont exécutables directement sur base de l'ordonnance, sans qu'une décision préalable du Gouvernement ne soit nécessaire.
>
> Les alinéas 1er et 2 visent donc deux hypothèses différentes.

[7] Voir C.C, 31 mai 2001, n° 75/2001, B.10 et B.11 ; s'agissant, dans le cadre de l'article 9 de la loi spéciale du 8 aout 1980, de la répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, voir aussi C.C., 14 juillet 1997, n° 39/97, B.5.2 à B.5.3.3.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

L'alinéa 2 vise ainsi le cas dans lequel le Gouvernement adopterait des décisions relatives aux tâches des points 1° à 5° venant exécuter des éléments particuliers de ces tâches, ainsi que le cas dans lequel des missions additionnelles seraient adoptées par le Gouvernement, et ce sans préjudice d'autres missions confiées à Paradigm. L'alinéa 2 est destiné à potentiellement concerner d'autres tâches qui ne sont pas prévues par l'article 5, al. 1er.

L'auteur est ouvert, le cas échéant si Votre estimé Conseil l'estime opportun, à préciser les interactions entre ces alinéas dans les travaux préparatoires et à clarifier le texte de l'alinéa 2 ».

Dans un souci de clarté et afin d'éviter toute ambiguïté sur la portée de l'alinéa 1er, ces précisions seront apportées dans le commentaire de l'article.

Article 8

1. À propos du paragraphe 2, interrogé sur la question de savoir quels sont les pouvoirs qui sont conférés à Paradigm par l'obligation qui est imposée aux autorités publiques visées au paragraphe 1er de « recourir » à ses services et, plus spécifiquement, s'il s'agit d'une mission de conseil ou si Paradigm est appelé à disposer d'un pouvoir de décision ou d'approbation à l'égard des autorités publiques qui doivent recourir à ses services, le délégué du Ministre explique ce qui suit :

« L'obligation de recourir à Paradigm telle qu'imposée par l'article 8 aux Autorités publiques concernées est une obligation de consulter et d'avoir recours à Paradigm dans le cadre des actions visées par le paragraphe deux de cette disposition.

La volonté de cette disposition n'est pas de confier un pouvoir de décision à Paradigm. Dans ce cadre, Paradigm a une mission de conseil et d'accompagnement, qui est sans préjudice du pouvoir de décision des Autorités publiques concernées, et ce sans préjudice également des obligations imposées à celles-ci notamment par des ordonnances, arrêtés ou décisions adoptées par le Gouvernement ».

Le dispositif sera revu afin que la portée et les limites de la mission de Paradigm soient décrites plus clairement.

2. Le paragraphe 2, 4°, impose aux autorités publiques visées au paragraphe 1er de recourir à Paradigm lorsqu'elles sollicitent l'accès à des données, ainsi que pour l'organisation d'échange ou la mise à disposition de données. Il convient de préciser expressément que cette hypothèse se limite, à l'évidence, aux traitements de données qui s'opèrent dans un cadre numérique.

En outre, il convient de clarifier quelle est la mission concrètement confiée à Paradigm lorsque les autorités publiques « sollicitent l'accès [aux] données ».

Article 11

Au paragraphe 3, le renvoi à « l'alinéa 1er » est erroné et sera corrigé.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Article 13

La notion « d'indicateur de performance » utilisée au paragraphe 2, 3°, doit être définie dans l'avant-projet.

Article 17

La disposition transfère aux services chargés de consolider les textes normatifs la charge d'identifier l'ensemble des dispositifs dans lesquels figurent les mots à remplacer. Un tel procédé est à déconseiller. Il convient pour l'auteur de l'avant-projet, soit d'identifier l'ensemble de ces dispositifs et de veiller à ce que les modifications souhaitées y soient dument apportées, soit, dans l'article 17, de remplacer les mots « sont remplacés par les mots 'Paradigm' » par les mots « s'entendent comme faisant référence à Paradigm ».

*

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID

1. In artikel 2, 4°, c), van het voorontwerp worden beoogd:

> "de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen bedoeld in [de]hoofdstuk[ken] XII en XII bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;".

Artikel 10, § 1 en § 2, van het voorontwerp bepaalt:

> "§ 1. Onverminderd artikel 8 kan elke andere overheidsinstantie, bedoeld in artikel 2, 4°, een beroep doen op de expertise en begeleiding van Paradigm bij het opzetten, verbeteren, behouden of wijzigen van haar eigen digitale strategie.
>
> § 2. Mits akkoord van hun respectieve organen kunnen de instellingen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen en de diensten die ervan afhangen, alsook elke vereniging of privaatrechtelijke persoon die door voornoemde overheidsinstanties gesubsidieerd wordt, een beroep doen op de expertise en begeleiding van Paradigm bij het opzetten, verbeteren, behouden of wijzigen van hun eigen digitale strategie."

2. Wat betreft de insluiting van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de verenigingen bedoeld in de hoofdstukken XII en XII*bis* van de organieke wet van 8 juli 1976 'betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn' in het toepassingsgebied van het ontworpen dispositief, dient eraan herinnerd te worden dat in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad de "organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn" zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' vallen onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, overeenkomstig de artikelen 128 en 135 van de Grondwet en de artikelen 60, vierde lid, en 63, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen'. Behoudens de uitzonderingen die in artikel 5, § 1, II, 2°, a) tot d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geformuleerd worden ten gunste van de federale overheid, wordt heel de aangelegenheid met betrekking tot het beleid inzake maatschappelijk welzijn toevertrouwd aan de Gemeenschappen.[1]

‡ Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] In advies 21.990/VR van 18 december 1992 over een voorstel dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 16 juli 1993 'tot vervollediging van de federale staatsstructuur' (*Parl.St.* Senaat, 1992-93, nr. 558/2, 2) heeft de Raad van State opgemerkt dat artikel 1 ertoe strekt "aan de Gemeenschappen een ruimere bevoegdheid toe te kennen wat het beleid

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

De bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter zake houdt ook het uitvaardigen in van de werkingsregels, met inbegrip van de digitale strategie, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn alsook van de zogeheten "hoofdstuk XII-verenigingen" en de "hoofdstuk XII*bis*-verenigingen", waaraan die openbare centra deel kunnen nemen.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is bijgevolg niet bevoegd om de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de "hoofdstuk XII-verenigingen" en de "hoofdstuk XII*bis*-verenigingen" in te sluiten in het toepassingsgebied van de ontworpen ordonnantie.

3. In advies 28.221/2 van 7 oktober 1998 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 20 mei 1999 'betreffende de reorganisatie van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest' waarbij een artikel 27 ingevoegd wordt in de wet van 21 augustus 1987 'tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest', heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

> "Het voorontwerp strekt er inzonderheid toe het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest te belasten met alle opdrachten tot
>
> 'ontwikkeling en bijstand inzake informatica, telematica en cartografie'
>
> niet alleen ten aanzien van de gemeenten, de diensten die onder de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de ministeriële kabinetten van die Regering ressorteren, maar ook 'onder voorbehoud van (hun) goedkeuring' ten aanzien van de gemeenschapscommissies vermeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.
>
> Krachtens artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat bij artikel 4 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van toepassing is verklaard, kan het Gewest alleen binnen de perken van zijn bevoegdheid bij ordonnantie gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen oprichten.
>
> Voorts bepaalt artikel 5 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 dat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie mag opdragen aan de instellingen van openbaar nut die het opricht of aanwijst.
>
> Te dezen bepaalt artikel 4, § 2*ter*, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten dat
>
> 'de Brusselse Agglomeratie ... de informatica van de gemeenten (regelt).'.

inzake maatschappelijk welzijn betreft. Aldus worden niet langer op algemene wijze de 'regelen tot inrichting van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn' (artikel 5, § 1, II, 2 , a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen onttrokken, doch wordt de bevoegdheid welke ter zake aan de federale overheid blijft voorbehouden beperkt tot vier limitatief omschreven deelaspecten van het beleid inzake maatschappelijk welzijn. Hierdoor zullen onder meer de samenstelling en de werking van de raad voor maatschappelijk welzijn, het personeel, het beheer, de financiering van en het administratief toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen gaan behoren."

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Uit die bepalingen kan worden afgeleid dat het Gewest het Centrum bij ordonnantie kan belasten met opdrachten op het stuk van informatica ten aanzien van de gemeenten, de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, alsook van de instanties die onder die overheden ressorteren of door die overheden binnen de perken van hun bevoegdheid worden gesubsidieerd.

Het Gewest is daarentegen geenszins bevoegd om aan het Centrum diezelfde opdrachten toe te vertrouwen ten behoeve van instellingen ten aanzien waarvan het geen enkele bevoegdheid uitoefent, zoals de Vlaamse, de Franse en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie."[2]

In casu geeft artikel 10, § 2, van het voorontwerp aanleiding tot een vergelijkbare opmerking. De raadpleging van Paradigm – te weten een instelling van gewestelijk publiek recht – door de in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 beoogde instanties, door de diensten die eronder ressorteren alsook door elke vereniging of privaatrechtelijke persoon die door voornoemde overheidsinstanties gesubsidieerd wordt, kan alleen geregeld worden middels een samenwerkingsmechanisme in de zin van de artikelen 92*bis* en 92*bis*/1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In de commentaar bij artikel 10 wordt het toepassingsgebied van die bepaling verantwoord door een verwijzing naar de uitleg in de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 20 mei 1999 waarin staat:

"Evenwel heeft de Raad van State geoordeeld dat het Gewest niet bevoegd is om aan het Centrum dezelfde opdrachten toe te vertrouwen ten voordele van de instellingen bedoeld in artikel 60 van de Bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Het voorontwerp van ordonnantie voorziet in de tussenkomst van het Centrum onder voorbehoud van het voorafgaand akkoord van deze instellingen.

Deze tussenkomst van het Centrum ten voordele van deze instellingen kan slechts geregeld worden door middel van een samenwerkingsakkoord zoals voorzien door artikel 42 van de Bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Het is net dit dat bedoeld wordt in de tekst van het ontwerp van ordonnantie met de clausule 'onder voorbehoud van de goedkeuring door hun respectieve organen'."[3]

Het staat echter niet aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de artikelen 92*bis* en 92*bis*/1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 te parafraseren door in het voorontwerp te stellen dat de in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 beoogde instellingen en, dientengevolge, de eronder ressorterende diensten alsook iedere door die overheden gesubsidieerde vereniging en privaatrechtelijke persoon, een beroep kunnen doen op Paradigm "[m]its akkoord van hun respectieve organen".

Het begrip "akkoord" waarop hier gealludeerd wordt, verwijst naar het instrument van het samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, en niet specifiek naar het instrument van de gezamenlijke norm in de zin van artikel 92*bis*/1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Bovendien vormen het samenwerkingsakkoord en de gezamenlijk norm samenwerkingsinstrumenten waarop de

[2] *Parl.St.* Br.Parl. 1998-99, nr. A-319/1, 21 tot 23.

[3] *Ibidem,* 15.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie, maar niet de Vlaamse Gemeenschapscommissie, een beroep kunnen doen.[4]

Uit de voorgaande overwegingen volgt dat artikel 10, § 2, weggelaten moet worden.

4. In de commentaar bij artikel 10 wordt in de hiernavolgende bewoordingen gewag gemaakt van de uitbreiding van de diensten van Paradigm tot de meergemeentelijke politiezones:

> "Wat meer bepaald de meergemeentelijke politiezones betreft, ligt de integratie van deze overheidsinstanties in de overheden die gebruik zouden kunnen maken van op de diensten van Paradigm in de lijn van de overwegingen die hebben geleid tot de goedkeuring van de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de meergemeentelijke politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
>
> Aangezien de instellingen van de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedeeltelijk gefusioneerd zijn met de lokale instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (…), hebben de meergemeentelijke politiezones een rol te spelen in het Brusselse digitale ecosysteem. In dit opzicht kunnen ook meergemeentelijke politiezones de expertise van Paradigm inroepen, op dezelfde manier als een 'eengemeentelijke' politiezone (omdat haar organen dezelfde zijn als die van de betrokken gemeente).
>
> De integratie van de meergemeentelijke politiezones doet geenszins afbreuk aan de opdrachten van de politiezones in het kader van hun opdrachten en bevoegdheden toegekend bij of krachtens de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. De (een- of meergemeentelijke) politiezones blijven onderworpen aan de federale bevoegdheid voor de uitoefening van deze prerogatieven, maar als overheidsinstanties gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die kunnen interfereren met en in het Brusselse digitale ecosysteem, moeten deze politiezones gebruik kunnen maken van de diensten van Paradigm, zodat ze kunnen profiteren van de technische expertise van Paradigm inzake digitale kwesties die specifiek zijn voor het Brusselse digitale ecosysteem en de interacties tussen de informatiesystemen van deze politiezones en de andere overheidsinstanties die aanwezig zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
>
> De bepalingen van deze tekst mogen echter niet tot gevolg hebben dat zij de opdrachten belemmeren die zijn overgedragen aan de politiezones krachtens de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus."

Op de vraag welke bepaling, in het voorontwerp, in aanmerking zou kunnen komen om de meergemeentelijke politiezones te beogen, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

> "Comme mentionné dans le commentaire de l'article 10, la référence dans ce commentaire aux zones de police pluricommunales est formulée en lien avec la définition

[4] Zie inzonderheid advies 71.848/VR van 19 oktober 2022 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 20 april 2023 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 november 2022 tussen, enerzijds, het Waalse Gewest en, anderzijds, de federale Staat alsook de andere Belgische deelstaten tot het invoeren van een mechanisme voor de screening van buitenlandse directe investeringen', *Parl.St.* W.Parl. 2022-23, nr. 1178/1, 97 tot 108.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

d'autorité publique visée à l'article 2, 4°, sous l'angle des institutions locales de la Région de Bruxelles-Capitale, qui sont notamment visées au point c) de cette disposition.

En effet, l'article 10 concerne toute autre autorité publique visée dans l'article 2, 4°, sans préjudice de l'application de l'article 8.

Le commentaire de l'article 10 précise à cet égard que l'inclusion des zones de police pluricommunales dans le projet s'inscrit dans la droite ligne des réflexions qui ont mené à l'adoption de l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale. L'auteur du projet renvoie à cet égard aux considérations reprises dans l'exposé des motifs du projet d'ordonnance organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale (*Doc.*, Parl. R. Bxl, session 2000-2001, A-195/1, pp. 2-3), exposant la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale à l'égard des zones de police pluricommunales notamment dans les termes et limites suivantes : 'Sur la base de l'article 7, premier alinéa, b, de la loi spéciale du 8 aout 1980, la loi susmentionnée du 7 décembre 1998 crée une tutelle spécifique sur les actes relatifs à la police, adoptés par les autorités communales ou par les autorités prévues par cette loi, à savoir le conseil de police et le collège de police. (…) Sur la base de l'article 7 de la loi spéciale précitée, la Région reste compétente pour organiser et exercer la tutelle administrative ordinaire sur les actes qui ne tombent pas sous la tutelle spécifique, afin d'empêcher que la loi ne soit violée ou que l'intérêt général ne soit blessé. Pour ce qui est des actes qui tombent sous la tutelle spécifique, la Région reste, dans le cadre de la tutelle administrative ordinaire, compétente pour empêcher que d'autres lois ne soient violées ou que des aspects de l'intérêt général, autres que ceux pour lesquels la tutelle spécifique précitée a été instaurée, ne soient blessés'.[5]

L'auteur du projet rappelle, comme mentionné dans le commentaire de l'article 10, que l'insertion des zones de police pluricommunales ne porte en aucun cas préjudice aux missions des zones de police dans le cadre de leurs missions et de leurs compétences octroyées par ou en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. Les zones de police (uni ou pluricommunales) restent soumises au pouvoir fédéral pour l'exercice de ces prérogatives, mais en tant qu'Autorités publiques implantées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et susceptibles d'interférer avec et dans l'écosystème numérique bruxellois, ces zones de police doivent pouvoir recourir aux services de Paradigm pour leur permettre également de pouvoir bénéficier de l'expertise technique de Paradigm pour les questions numériques propres à l'écosystème numérique bruxellois et aux interactions entre les systèmes d'information de ces zones de police et les autres Autorités publiques présentes sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Cependant, les dispositions du présent texte ne peuvent pas avoir pour conséquence d'empêcher les missions dévolues aux zones de police en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux."

[5] Uit advies 25.265/2 van 20 januari 1997 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 14 mei 1998 'houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (*Parl.St.* Br.Parl. 1998-99, nr. A-179/1, 22 tot 35) en uit advies 30.508/VR van 16 november 2000 over een voorstel van ordonnantie 'tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (*Parl.St.* Br.Parl. 2000-01, nr. A-161/2) volgt immers dat, in het kader van de organisatie van het toezicht, de meergemeentelijke politiezones beschouwd worden als "gemeentelijke instellingen" die ressorteren onder de term "gemeente" zoals gebruikt in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

In tegenstelling tot wat volgt uit die uitleg, houdt de bevoegdheid om op de politiezones een toezicht uit te oefenen dat valt onder het gewoon administratief toezicht in de zin van artikel 7, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, niet de materiële bevoegdheid in om de organisatie van de politiezones te regelen. Overeenkomstig artikel 184 van de Grondwet en artikel 6, § 1, VIII, 1°, eerste lid, vierde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, staat het aan de federale wetgever om de organisatie van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, en, dientengevolge, ook de werking van de eengemeentelijke en meergemeentelijke politiezones te regelen.

De bewering in de commentaar bij artikel 10 dat "Paradigm (…) het belangrijkste aanspreekpunt [moet] worden in het gewest voor alles wat te maken heeft met digitale overheidsopdrachten van de overheidsinstanties van het gewest die een invloed hebben of kunnen hebben op het Brusselse digitale ecosysteem", gaat, bij niet-gebruikmaking van de samenwerkingsmechanismen waarin voorzien wordt bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980, alleen op voor de overheden die vallen onder de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

5. Het dispositief alsook de memorie van toelichting en de commentaar bij de artikelen moeten herzien worden in het licht van de voorgaande opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 3 van het voorontwerp strekt ertoe de naamsverandering van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest in "Paradigm" te officialiseren. Bedoeling is die instelling van openbaar nut van het type A te moderniseren zonder evenwel aan de instelling zelf te raken. In de memorie van toelichting staat dat "[d]eze omvorming (…) plaats[vindt] in continuïteit met de bestaande rechtspersoonlijkheid van het [Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest] en zijn engagementen". Luidens de commentaar bij artikel 5 strekt het voorontwerp ertoe "het voormalige [Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest] naadloos als Paradigm te 'installeren'". In de commentaar bij artikel 15 wordt gestipuleerd dat de artikelen 3 en volgende van de ontworpen ordonnantie de nieuwe basis vormen voor de bevoegdheden en de werking van Paradigm zonder dat zulks invloed heeft op de continuïteit van de diensten van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest door Paradigm. Ten slotte wordt in de commentaar bij artikel 16 de wens uitgedrukt om na de naamswijziging de continuïteit van de diensten tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest en Paradigm te waarborgen. Er wordt aangegeven dat er geen verandering is in rechtspersoonlijkheid tussen deze twee instellingen aangezien het gaat om dezelfde rechtspersoonlijkheid.

Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest is opgericht bij artikel 27 van de wet van 21 augustus 1987. Bij artikel 15 van het voorontwerp wordt die bepaling evenwel in haar geheel opgeheven. Daardoor wordt bij het voorontwerp met name paragraaf 1 van dat artikel opgeheven, dat strekt tot oprichting van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest als instelling van openbaar nut.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Het komt er dus op neer dat bij artikel 3 een nieuwe naam gegeven wordt aan een instelling waarvan tezelfdertijd het beginsel opgeheven wordt.

Artikel 11, § 1, van het voorontwerp bepaalt weliswaar het volgende:

"Paradigm heeft rechtspersoonlijkheid.

Paradigm is onderworpen aan het gezag van de minister van wie het afhangt; aan deze minister wordt de beheersbevoegdheid verleend."

Ook artikel 16 van het voorontwerp bepaalt weliswaar het volgende:

"Bij de inwerkingtreding van deze ordonnantie voert Paradigm de opdrachten van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest uit zonder onderbreking van de continuïteit van zijn rechtspersoonlijkheid.

Alle engagementen die zijn aangegaan namens het 'Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest' worden op de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie volledig overgenomen door 'Paradigm'.

In de lijst van de instellingen van categorie A vervat in artikel 1, categorie A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden 'Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest' vervangen door de woorden 'Paradigm'."

Die bepalingen verankeren als dusdanig, in het verlengde van wat thans in artikel 27 van de wet van 21 augustus 1987 bepaald wordt, evenwel niet het beginsel van de oprichting van de instelling van openbaar nut die Paradigm geworden is. Integendeel, ze wekken de indruk dat een nieuwe instelling opgericht zou worden in opvolging van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest.

Aangezien het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om de continuïteit van de rechtspersoonlijkheid van de betrokken instelling van openbaar nut te waarborgen, wordt, teneinde die bedoeling zo goed mogelijk concreet in te vullen, voorgesteld om niet over te gaan tot de opheffing van de bepaling die het beginsel van de oprichting van die instelling verankert. Dit houdt in dat artikel 15 van het voorontwerp aldus herzien moet worden dat het voorziet in:

– de vervanging, in artikel 27, § 1, eerste lid, van de wet van 21 augustus 1987, van de woorden "Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest" door het woord "Paradigm";

– de opheffing, in artikel 27, § 1, eerste lid, van de wet van 21 augustus 1987, van de woorden "die, voor het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast kan worden met alle opdrachten tot ontwikkeling en bijstand inzake informatica, telematica en cartografie ten aanzien van de gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales die uitsluitend zijn samengesteld uit Brusselse gemeenten, de diensten die afhangen van de Regering en van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, de instellingen van openbaar nut van het Gewest, de kabinetten van de Ministers en Staatssecretarissen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en onder voorbehoud van de goedkeuring van hun respectieve organen, de instellingen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen, en de diensten die ervan afhangen, alsook iedere privaatrechtelijke persoon gesubsidieerd door de voornoemde overheden", enerzijds, en van het tweede tot het vijfde lid van artikel 27, § 1, anderzijds;

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

– de vervanging, in artikel 27, § 2, eerste zin, van de wet van 21 augustus 1987, van de woorden "het Centrum" door het woord "Paradigm" en in de opheffing van de tweede zin van die bepaling;

– de opheffing van artikel 27, §§ 3 tot 8, van de wet van 21 augustus 1987.

Doordat artikel 27, § 2, eerste zin, van de wet van 21 augustus 1987 gehandhaafd wordt, moet artikel 11, § 1, eerste lid, van het voorontwerp bijgevolg weggelaten worden.

Door gewoon de naam te veranderen van een instelling van openbaar nut moet trouwens niet voorzien worden in de continuïteit van de rechtspersoonlijkheid van de betrokken instelling van openbaar nut en moeten haar engagementen niet overgenomen worden. Artikel 16 van het voorontwerp moet aldus herzien worden dat het eenvoudiger geformuleerd wordt.

2. Zowel artikel 5, eerste lid, 4°, als artikel 8, § 2, 5°, van het voorontwerp belasten Paradigm onder meer met het implementeren, integreren, begeleiden en beheren van de "digitale vaardigheden" van de betrokken overheidsinstanties.

In artikel 2, 8°, van het voorontwerp wordt echter een zeer ruime definitie gegeven van het begrip "digitale vaardigheden", aangezien met dat begrip "alle capaciteiten (organisatorisch, menselijk, materieel en immaterieel) die verband houden met digitale technologie" bedoeld worden.

De vraag rijst dan ook wat het implementeren, integreren, beheren en begeleiden van de menselijke capaciteiten die verband houden met digitale technologie concreet zou impliceren voor Paradigm. Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

> "La volonté de ces dispositions est de confier à Paradigm une mission d'accompagnement des moyens humains dédiés au numérique. Concrètement, cela vise notamment l'accompagnement sous forme de consultance, incluant l'accompagnement de l'inclusion numérique ou encore la formation des moyens humains aux outils numériques. Paradigm pourrait ainsi organiser des formations au bénéfice des responsables informatiques des autorités publiques bruxelloises sur des nouvelles réglementations qui entreront en vigueur."

Het dispositief moet dan ook aldus herzien worden dat de opdracht van Paradigm met betrekking tot de menselijke middelen die verband houden met digitale technologie tot begeleiding beperkt wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. De inleiding van de definitie van wat met het 4° (dat naar alle waarschijnlijkheid op het begrip "Overheidsinstantie" betrekking heeft) lijkt overeen te stemmen ontbreekt. Het dispositief moet op dat punt aangevuld worden.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

2. In de commentaar bij het artikel wordt verduidelijkt dat de definitie van "Overheidsinstanties" die in punt 4° onder d) gegeven wordt, enkel betrekking heeft op "overheidsinstanties die bij ordonnantie zijn opgericht". Dit gegeven vloeit evenwel niet voort uit de definitie die in punt 4° onder d) gegeven wordt en waarin verwezen wordt naar "de personen van welke vorm en aard dan ook" die voldoen aan de drie erin vervatte cumulatieve voorwaarden.

De steller van het voorontwerp moet zorgen voor samenhang tussen het dispositief en de nagestreefde doelstelling en dient daarbij rekening te houden met het feit dat er eventueel overheidsinstanties bestaan met gewestbevoegdheden, welke instanties onder het toepassingsgebied van het voorontwerp zouden vallen en hun oprichting aan een "wet" te danken zouden hebben.

3. Het in punt 9° gedefinieerde begrip "deelbare digitale overheidsopdracht" wordt slechts eenmaal gebruikt in artikel 13, § 2, van het voorontwerp. In de overige bepalingen van het voorontwerp wordt het begrip "digitale overheidsopdracht" gebezigd (artikelen 8 en 13). In de definitie die gegeven wordt, wordt het begrip "deelbaar" overigens niet gedefinieerd. Dat begrip wordt in punt 10° gedefinieerd. De vraag rijst dan ook of punt 9° niet beter aldus herzien zou worden dat daarin enkel de definitie gegeven wordt van het begrip "digitale overheidsopdracht", aangezien het begrip "deelbare digitale overheidsopdracht" dan gedefinieerd zou worden door punt 9° te lezen in samenhang met punt 10°.

4. In punt 10° en punt 11° moeten de woorden "kan verwijzen" vervangen worden door het woord "verwijst".

5. In punt 11° dienen de woorden "(Netwerk- en)" weggelaten te worden. Los van het feit dat afgeraden wordt om bij de redactie van een handeling van wetgevende aard woorden tussen haakjes te plaatsen zodat geen onzekerheid ontstaat over de betekenis van de woorden tussen haakjes,[6] wordt in het vervolg van het dispositief uitsluitend naar het begrip "informatiesysteem" verwezen, waardoor enkel die benaming behouden moet worden.

Artikel 5

1. De vraag rijst of artikel 5 ertoe strekt af te bakenen waarin de algemene opdracht bestaat die in artikel 4 bepaald wordt (het voorbereiden, beheren en implementeren van de digitale strategie van het Gewest en daarbij toezien op de toegankelijkheid voor de gebruikers), dan wel of artikel 4 een ruimere draagwijdte heeft waarvan slechts één aspect bij artikel 5 geregeld zou worden.

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 86.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Naar aanleiding van de vraag wat in het licht van artikel 4 de draagwijdte is van artikel 5, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

> "L'article 5 est destiné à préciser des tâches plus précises confiées à Paradigm dans le cadre de la mission plus large qui lui est confiée par l'article 4.
>
> L'article 4 a donc une portée plus large dont l'article 5 ne précise que certains aspects.
>
> L'auteur est ouvert, le cas échéant si Votre estimé Conseil l'estime opportun, à préciser les interactions entre l'article 4 et l'article 5 dans les travaux préparatoires et à clarifier le texte de l'article 6 à cet égard."

Het verdient aanbeveling die verduidelijking op te nemen in de commentaar bij het artikel.

2. Wat het eerste lid, 1°, betreft, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven naar aanleiding van de vraag wat de draagwijdte is van deze bepaling in zoverre daarin bepaald wordt dat Paradigm "verantwoordelijk is" voor de "verordenende opdrachten" met betrekking tot digitale technologie op gewestelijk niveau en of het de bedoeling is enige verordenende bevoegdheid aan Paradigm te verlenen:

> "La volonté de l'avant-projet n'est pas de confier un pouvoir réglementaire à Paradigm ni aucun monopole d'initiative réglementaire. La tâche confiée à Paradigm par l'article 5, alinéa 1er, 1°, ne porte dès lors pas préjudice au pouvoir réglementaire du Gouvernement.
>
> La disposition ici visée confie à Paradigm la possibilité d'assister le Gouvernement en encadrant, préparant, participant aux missions réglementaires et stratégiques du numérique au niveau régional. Il s'agit d'une tâche d'assistance du Gouvernement et de mise en œuvre de ses décisions en la matière. Ainsi, par exemple, Paradigm pourrait se voir confier, par le Gouvernement à travers le Ministre dont il relève de préparer une transposition d'une directive européenne en droit régional. Le Gouvernement restera compétent pour l'adopter."

Die verduidelijking moet opgenomen worden in de commentaar bij het artikel.

3. Het legaliteitsbeginsel voortvloeiend uit artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 verplicht de wetgever om op zijn minst zelf de basisregels vast te stellen op grond waarvan de bevoegdheden van de instelling van openbaar nut bepaald kunnen worden.[7] Met inachtneming van dat beginsel dient, wat het eerste lid, 2° betreft, bepaald te worden wat verstaan moet worden onder "IT governance" en "data governance".

4. Het eerste lid, 3°, bepaalt dat Paradigm de regering de standaarden, richtlijnen en normen "aanreikt" die in het Brusselse digitale ecosysteem geïntegreerd worden.

[7] Zie GwH 31 mei 2001, nr. 75/2001, B.10 en B.11; zie ook GwH 14 juli 1997, nr. 39/97, B.5.2 tot B.5.3.3 voor wat betreft de bevoegdheidsverdeling tussen de wetgevende en de uitvoerende macht in het kader van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Naar aanleiding van de vraag welke draagwijdte de steller van het voorontwerp aan die bepaling beoogt te geven, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

> "La volonté de l'avant-projet n'est pas de confier un pouvoir réglementaire à Paradigm ni un monopole d'initiative réglementaire. La tâche confiée à Paradigm par l'article 5, alinéa 1er, 3°, ne porte dès lors pas préjudice au pouvoir réglementaire du Gouvernement.
>
> La disposition, ici visée, confie à Paradigm la possibilité de porter à la connaissance du Gouvernement des propositions de standards, directives et normes à intégrer dans l'écosystème numérique bruxellois."

Het verdient aanbeveling die verduidelijking op te nemen in de commentaar bij het artikel.

5. Het tweede lid luidt als volgt:

> "Onverminderd de andere opdrachten die Paradigm zijn toevertrouwd, voert het de in de punten 1° tot en met 5° bedoelde beslissingen en taken van de regering uit."

De vraag rijst of deze bepaling dient begrepen te worden als het kader waarin uitvoering gegeven wordt aan het eerste lid, waardoor Paradigm de in de punten 1° tot 5° bedoelde taken slechts kan uitvoeren mits goedkeuring door de Regering van een beslissing of van een opdracht overeenkomstig het tweede lid, dan wel of het eerste en het tweede lid naar twee verschillende gevallen verwijzen.

Op de vraag wat de draagwijdte is van het tweede lid (in het bijzonder wat de samenhang is tussen het tweede en het eerste lid), heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "L'alinéa 1er de l'article 5 contient un détail des tâches confiées par le projet d'ordonnance à Paradigm, détaillant plus avant la mission générale prévue à l'article 4.
>
> Les tâches qui y sont inscrites sont exécutables directement sur base de l'ordonnance, sans qu'une décision préalable du Gouvernement ne soit nécessaire.
>
> Les alinéas 1er et 2 visent donc deux hypothèses différentes.
>
> L'alinéa 2 vise ainsi le cas dans lequel le Gouvernement adopterait des décisions relatives aux tâches des points 1° à 5° venant exécuter des éléments particuliers de ces tâches, ainsi que le cas dans lequel des missions additionnelles seraient adoptées par le Gouvernement, et ce sans préjudice d'autres missions confiées à Paradigm. L'alinéa 2 est destiné à potentiellement concerner d'autres tâches qui ne sont pas prévues par l'article 5, al. 1er.
>
> L'auteur est ouvert, le cas échéant si Votre estimé Conseil l'estime opportun, à préciser les interactions entre ces alinéas dans les travaux préparatoires et à clarifier le texte de l'alinéa 2."

Ter wille van de duidelijkheid en om elke dubbelzinnigheid over de draagwijdte van het eerste lid te vermijden, moeten die preciseringen aangebracht worden in de commentaar bij het artikel.

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

Artikel 8

1. De gemachtigde van de minister heeft met betrekking tot paragraaf 2 de volgende toelichting gegeven naar aanleiding van de vraag welke bevoegdheden aan Paradigm verleend worden als gevolg van de verplichting die aan de in paragraaf 1 bedoelde overheidsinstanties opgelegd wordt om de diensten die Paradigm aanbiedt te "gebruiken" en meer specifiek of het gaat om een raadgevende taak dan wel of Paradigm over beslissings- of goedkeuringsbevoegdheid moet beschikken ten aanzien van de overheidsinstanties die van de door Paradigm aangeboden diensten moeten gebruikmaken:

> "L'obligation de recourir à Paradigm telle qu'imposée par l'article 8 aux Autorités publiques concernées est une obligation de consulter et d'avoir recours à Paradigm dans le cadre des actions visées par le paragraphe deux de cette disposition.
>
> La volonté de cette disposition n'est pas de confier un pouvoir de décision à Paradigm. Dans ce cadre, Paradigm a une mission de conseil et d'accompagnement, qui est sans préjudice du pouvoir de décision des Autorités publiques concernées, et ce sans préjudice également des obligations imposées à celles-ci notamment par des ordonnances, arrêtés ou décisions adoptées par le Gouvernement."

Het dispositief moet aldus herzien worden dat de draagwijdte en de grenzen van de opdracht van Paradigm duidelijker omschreven worden.

2. Paragraaf 2, 4°, legt de in paragraaf 1 bedoelde overheidsinstanties op om van Paradigm gebruik te maken wanneer ze toegang vragen tot gegevens alsook voor de organisatie van de uitwisseling of de terbeschikkingstelling van gegevens. Er dient uitdrukkelijk vermeld te worden dat die mogelijkheid uiteraard beperkt is tot de digitale verwerking van gegevens.

Voorts dient verduidelijkt te worden welke opdracht *in concreto* aan Paradigm verleend wordt wanneer de overheidsinstanties "toegang [tot de gegevens] vragen".

Artikel 11

In paragraaf 3 is de verwijzing naar "lid 1" niet correct. Ze moet gecorrigeerd worden.

Artikel 13

Het begrip "prestatie-indicator" dat in paragraaf 2, 2°, gebruikt wordt, moet in het voorontwerp gedefinieerd worden.

Artikel 17

Deze bepaling draagt aan de diensten die met het consolideren van regelgevende teksten belast zijn de verantwoordelijkheid over om alle dispositieven aan te duiden waarin de te vervangen woorden opgenomen zijn. Een dergelijke werkwijze is af te raden. De steller van het

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡

voorontwerp dient ofwel al die dispositieven aan te duiden en erop toe te zien dat de gewenste wijzigingen er naar behoren in aangebracht worden, ofwel dient hij in artikel 17 de woorden "worden de woorden (…) vervangen door de woorden 'Paradigm'" te vervangen door de woorden "moeten de woorden (…) aldus worden verstaan dat ze verwijzen naar Paradigm".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Bernard BLERO

‡LW-CGKXQCBDH-HEFCGUQ‡